

# LA LETTRE ECO

N°106

20 décembre 2014

## Sommaire

### Le Coin des Epargnants

- Le tableau financier de la semaine
- Paris entre doutes et rallye de fin d'année
- Livret A, dur sera la chute
- Le contre-choc pétrolier
- L'euro continue de s'effriter

### Si vous étiez absent cette semaine

- Grèce, tragédie ou pas tragédie ?
- France, la croissance en étrennes ?

### Le Coin de la Conjoncture

- L'emploi et le budget, les success-story américaines de l'année
- L'Abenomics repart pour un tour
- Brésil, l'entre deux jeux !
- Chili ou la malédiction du cuivre
- Russie, entre terres brûlées et résistance

### Le Coin des Tendances

- Avantage au patrimoine financier
- Noël oblige !

### L'agenda éco et les prévisions de la semaine

## LE COIN DES EPARGNANTS

### Le tableau financier de la semaine

	19 décembre	12 décembre	5 décembre	1 <sup>er</sup> janvier
<b>CAC 40</b>	<b>4 241 pts</b>	4 108 pts	4 419 pts	4 295 pts
<b>Taux de l'OAT à 10 ans</b>	<b>0,9030 %</b>	0,8905 %	1,0310 %	2,56 %
<b>Taux du Bund allemand à 10 ans</b>	<b>0,55 %</b>	0,62 %	0,72 %	1,94 %
<b>Cours de l'euro / dollars</b>	<b>1,2226</b>	1,2456	1,2296	1,3765
<b>Cours de l'once d'or en dollars (1<sup>er</sup> fixing Londres)</b>	<b>1 197</b>	1 223	1 204	1 227
<b>Cours du baril de pétrole Brent en dollars</b>	<b>60,83</b>	61,72	69,50	107

### Paris, entre doutes et rallye de fin d'année

Le CAC 40 a gagné, cette semaine, 3,23 % après avoir perdu 7 % la semaine dernière. La bourse a bien réagi aux propos de la FED. La Banque centrale américaine a, en effet, indiqué qu'elle prendrait le temps nécessaire avant de relever ses taux directeurs en prenant en compte l'évolution des prix et de l'emploi.

Après deux années de forte hausse, l'année 2014 pourrait se conclure sur un recul ou au mieux une stagnation du CAC 40. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la perte est de 1,26 %. Sur ces six derniers, la bourse a perdu 6,4 % de sa valeur. Néanmoins, il est possible qu'un rallye de fin d'année permette d'éviter une année négative. Les investisseurs sont, en effet, tentés afin d'obtenir des comptes annuels présentables de jouer les actions à la hausse d'ici le 31 décembre mais les jours sont comptés.

Pour conforter cette tentation à la hausse, les investisseurs pourraient s'appuyer sur les indicateurs économiques publiés ces derniers jours. Ainsi, le baromètre GfK du moral des consommateurs allemands est en hausse au mois de décembre. En France, le climat des affaires a également cessé de se détériorer. L'Insee a souligné que «l'indicateur de retournement» qui permet d'anticiper l'évolution conjoncturelle, restait dans une zone annonciatrice d'une future amélioration de la situation économique.

Par ailleurs, les investisseurs, après un moment de surprise sur la rapidité de la déliquescence, n'ont pas été trop apeurés par la crise monétaire russe. Les autorités russes ont réussi à juguler le mouvement baissier. Après avoir enregistré un plus bas historique mardi 16 décembre, le rouble s'est réapprécié de 30 %, en fin de semaine par rapport au dollar.

Les autres places financières ont évolué sur le même rythme que le CAC 40. Le DAXX allemand a gagné 2 % en une semaine, Le Footsie britannique a gagné 3,88 % mais demeure en territoire négatif depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Le Dow Jones qui a progressé de plus de 7 % depuis le début de l'année a augmenté de 3 % cette semaine

### **Livret A, dur sera la chute**

Le Livret A devrait avoir « la gueule de bois » en cette fin d'année avec une décollecte sans doute historique. Le faible taux de rendement, les dépenses de fin d'année et la souscription à des produits d'épargne ouvrant droit à avantage fiscal concourent à des retraits importants aux mois de novembre et de décembre. Il faudra regarder l'évolution de l'assurance-vie qui jusqu'à maintenant a réussi à conserver un fort mouvement de collecte nette.

### **Un contre-choc pétrolier ?**

Le baril de Brent est descendu en milieu de semaine en-dessous des 60 dollars avant de remonter très légèrement vendredi du fait des annonces de la FED et des stocks moins importants que prévus aux Etats-Unis. La chute depuis le 1<sup>er</sup> janvier est de 45 %. Le cours du pétrole pourrait rester faible durant les prochains mois compte tenu du ralentissement de la croissance chinoise et de l'accroissement de la production des pétroles alternatifs (pétrole de schiste, pétrole bitumineux). Néanmoins, l'amélioration de la croissance européenne, le gel des gisements non rentables ainsi que la baisse de l'investissement devraient à moyen terme aboutir à une inversion de la tendance d'ici la fin de l'année 2015.

### **L'euro continue de s'effriter...**

L'euro a perdu 1,81 % cette semaine portant la dépréciation depuis le 1<sup>er</sup> janvier à 11,06 %. Les problèmes politiques grecs, la crise monétaire russe, la décision de la Banque centrale suisse d'imposer un taux d'intérêt négatif pour les dépôts des banques expliquent cette dépréciation. L'euro est assez corrélé au franc suisse, expliquant que la mesure prise par la Confédération impacte l'euro.

## **SI VOUS N'AVEZ PAS SUIVI L'ACTUALITE ECO CETTE SEMAINE...**

### **Grèce, tragédie ou pas tragédie**

Le premier tour de l'élection présidentielle s'est déroulé mercredi 17 décembre. Le candidat du gouvernement, Monsieur Dimas, n'a pas obtenu les 200 voix de parlementaires lui permettant d'être élu. L'issue du scrutin ne devrait pas être connue avant le troisième tour, le 29 décembre prochain. Pour ce dernier tour, une majorité qualifiée « allégée » de 180 voix suffira. A défaut d'obtention de cette majorité, des élections législatives devraient être organisées dans les trente jours. A la connaissance des résultats du premier tour, la Bourse d'Athènes a perdu près de 13% et les taux d'intérêts à 10 ans ont atteint 9%.

De plus en plus d'observateurs considèrent crédible l'arrivée de la gauche radicale Syriza au pouvoir. Ce parti qui représentait moins de 5% des suffrages en 2009 est devenu le premier parti politique au moment des élections européennes et est donné gagnant pour les prochaines élections législatives.

La coalition au pouvoir entend utiliser le risque de victoire du parti d'extrême gauche pour négocier au mieux avec les représentants de la Troïka et obtenir des concessions. En effet, la Grèce doit finaliser la dernière tranche du plan d'aide et l'obtention et l'obtention d'une ligne d'une ligne de précaution. Le Gouvernement en précipitant les échéances électorales, entend placer devant ses responsabilités, le parti Syriza. L'actuelle majorité souhaite le placer devant ses contradictions. Le parti d'extrême de gauche a déjà admis que la Grèce ne devrait pas se mettre en situation de défaut unilatéral, option qui avait sa préférence il y a encore peu. Il serait disposé à engager des négociations avec les autorités européennes. Ce léger recentrage du Syriza est indispensable car il devra sans nul doute nouer un accord de gouvernement. En effet, en l'état de l'opinion publique, il n'est pas certain de disposer de la majorité absolue au Parlement. Même s'il y parvenait, il faudrait qu'il obtienne un accord des créanciers pour éviter une crise financière.

Cependant, si la situation sociale et économique reste tendue, l'amélioration conjoncturelle se poursuit. Le PIB a renoué avec la croissance depuis le début de l'année et progresse en moyenne de 0,6% par trimestre. De même, l'emploi a progressé de 1,7 % au troisième trimestre.

### **France, la croissance en étrennes ?**

Le dernier trimestre 2014 devrait selon l'INSEE être à l'image du précédent avec un taux de croissance de 0,1 %. Le taux de croissance de l'année devrait se situer autour de 0,3 %. A en croire l'INSEE, l'économie française pourrait bénéficier d'un petit vent de croissance en 2015. Le taux de croissance devrait être au minimum de 0,7 % à quelques encablures du taux de 1 % retenu par le Gouvernement pour l'élaboration de sa loi de finances. Le taux de croissance du premier et du deuxième trimestre serait de 0,3 %.

L'accélération de la croissance au début de l'année 2015 serait imputable à la baisse de l'euro et du cours du pétrole ainsi qu'au maintien de la politique monétaire accommodante. Le pouvoir d'achat des ménages devrait s'améliorer. Les entreprises pourraient bénéficier des premiers effets du CICE et du pacte de responsabilité.

L'INSEE indique que la France devrait bénéficier de la reprise de l'activité au sein des pays avancés. La situation économique de l'économie mondiale est très contrastée. Si la croissance est de retour aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, elle a fui l'Allemagne et l'Italie. L'INSEE ne s'étend pas sur le fait que la croissance française est désormais inférieure à celle de la zone euro qui est dopée par la reprise économique de l'Irlande ou de l'Espagne.

Le Japon, quant à lui, est à nouveau en récession. Les économies émergentes continuent de progresser plus lentement que leur tendance, ralentissant notamment en Chine, au Brésil et en Russie.

Malgré un contexte flou, l'INSEE reste optimiste pour les prochains mois. La croissance devrait rester forte aux États-Unis et au Royaume-Uni.

L'INSEE considère que de nombreux freins se sont desserrés à l'automne. La dépréciation de l'euro, la baisse du cours du pétrole devraient ainsi favoriser le pouvoir d'achat des ménages et contribuer à améliorer la situation financière des entreprises. Toujours selon l'INSEE, le secteur du bâtiment devrait bénéficier d'un desserrement au niveau des dépenses de logement. Pour justifier son optimisme, l'institut statistique s'appuie sur l'indicateur mesurant le climat des affaires qui est mieux orienté.

La dégradation du marché de l'emploi devrait s'arrêter au cours du premier semestre 2015. En tenant compte des branches non marchandes, l'emploi total progresserait légèrement (+18 000 sur le semestre). La population active s'accroissant toutefois un peu plus vite, le taux de chômage augmenterait de nouveau pour atteindre en France 10,6 % mi-2015.

L'investissement qui est en recul en 2014 pourrait rester le point noir de l'économie française l'année prochaine.

## LE COIN DE LA CONJONCTURE

### L'emploi et le budget, les success-story américaines de l'année

Le déficit budgétaire américain est passé de 9,8% du PIB au cours de l'exercice 2009 (1 413 mds de dollars) à 2,8% du PIB (483 mds de dollars) au cours de l'exercice 2014 (clos au 30 septembre). Selon les projections du Congressional Budget Office (CBO), l'exercice en cours devrait se solder avec un déficit de 2,6% du PIB.

Cette réduction drastique du déficit budgétaire américain est la conséquence des coupes décidées par le Congrès. Ces coupes devraient se poursuivre jusqu'en 2016. Malgré l'effet récessif de cette réduction du déficit, l'économie américaine a renoué, après un premier trimestre catastrophique, avec une croissance de plus de 3 %. Cette croissance est désormais créatrice d'emplois. En effet, sur un an, 2,7 millions d'emplois ont été créés contre une moyenne de 2,3 millions en 2012-2013. Entre les onze premiers mois de 2013 et la même période en 2014, le nombre de chômeurs a chuté de 1,8 million, les chômeurs de longue durée (plus de 26 semaines) représentant environ 60% de ce repli.

### Le Japon, l'Abenomics repart pour un tour

Shinzo Abe a gagné, sans surprise, les élections législatives. Dégagé des contraintes électorales, le Premier Ministre devrait pouvoir imposer à la Banque centrale et aux milieux économiques sa politique économique. De ce fait, la politique monétaire devrait rester très accommodante ces prochains mois avec à la clef une dépréciation du yen. La Banque centrale devrait continuer d'acheter des titres publics

jusqu'en 2016 ; au-delà, l'Etat pourra compter sur les fonds de pension et sur les compagnies d'assurances. La dépréciation de la monnaie renchérit le prix des biens importés mais les entreprises du fait de la faiblesse de la demande ne pourront pas répercuter les hausses. La baisse du cours du pétrole constitue, de ce fait, une véritable aubaine pour un pays qui est très dépendant des importations énergétiques.

Du fait du plan de relance décidé par le Premier Ministre, le taux de croissance pourrait être de 0,4 % en 2015 et de 0,8 % en 2016 d'autant plus que la deuxième hausse de TVA est reportée à 2017.

### **Le Brésil dans l'entre deux jeux**

La roue tourne très vite avec les pays émergents d'Amérique Latine ; hier, au sommet, aujourd'hui en plein doute. La chute des cours des matières premières et de l'énergie, la diminution des flux de capitaux en leur faveur, le retour des menaces inflationnistes ainsi que la dépréciation des monnaies locales pénalisent de nombreux pays d'Amérique Latine. Ce scénario concerne évidemment le Brésil.

Après la coupe du monde de football, le Brésil attend les Jeux Olympiques de 2016. Cette année, les succès sportifs et économiques n'ont pas été au rendez-vous. L'inflation s'accélère avec comme conséquence une augmentation des taux d'intérêt d'autant plus nécessaire que la monnaie s'est fortement dépréciée. L'année 2014 a été marquée par la réélection de Dilma Rousseff. La nouvelle équipe a décidé de rétablir les comptes publics, de lutter contre l'inflation en augmentant, à deux reprises le taux directeur. Il devrait en résulter une contraction du PIB en 2015. Le retour de la croissance se ferait en 2016 avec les Jeux Olympiques.

### **Le Chili ou la malédiction du cuivre**

Le Chili a connu une longue phase d'expansion en profitant de la forte augmentation des cours miniers durant les années 2000. L'inversion des cours est durement ressentie. L'année 2014 pourrait être la plus mauvaise depuis 2009. Le taux de croissance sera inférieur à 2 % et l'inflation est de retour avec la dépréciation de la monnaie. La banque centrale a réduit ses taux directeurs pour soutenir l'activité accélérant ainsi les prix et la dépréciation de la monnaie. La baisse du cours du pétrole est, en revanche, une bonne nouvelle du fait de la dépendance énergétique du Chili.

### **La Russie, entre terre brûlée et résistance**

« *La situation est critique. Même dans les pires cauchemars, on n'aurait pas pu imaginer il y a un an ce qui se produit actuellement* », a déclaré Sergueï Chvetsov, le numéro deux de la Banque centrale russe. L'euro a atteint, le 16 décembre dernier, plus de 87 roubles avant de redescendre, le 19 décembre, à 72 roubles. Le dollar s'est, de son côté échangé contre plus de 69 roubles avant de revenir à 59 roubles. La monnaie russe a ainsi perdu la moitié de sa valeur depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

La brutale chute du rouble du milieu du mois de décembre ramenait la Russie aux sombres heures de 1998 avec une mise sous tension des organismes financiers. Ce processus est lié à un enchaînement assez classique qui s'est transformé en spirale spéculative. Comme les autres pays émergents, la Russie doit faire face, depuis un an, au ralentissement des pays avancés. La crise ukrainienne a accéléré les départs de capitaux de la Russie qui, avant même la crise, était confrontée à une reprise de l'inflation. De janvier à mai, les départs de capitaux ont été évalués à 50 milliards de dollars. Sur l'ensemble de l'année, le FMI les a estimées à 100 milliards de dollars. Les décisions des Etats-Unis et de l'Union européenne ont pour conséquence de réduire les investissements occidentaux en Russie et rendent plus difficile l'accès aux dollars et aux euros pour les banques russes. La baisse des cours du pétrole conduit également à raréfier les dollars en Russie.

Le Gouvernement russe a, par ailleurs, joué avec le feu en laissant filer, dans un premier temps, le cours de la monnaie afin de maintenir le montant des recettes fiscales tirées des ventes de pétrole et de gaz. En effet, la chute de la monnaie russe a accompagné celle du baril. La valeur en rouble du baril restait, ainsi, identique. Le mouvement s'est emballé avec un mouvement de panique à la clef, certains commerçants commençant même à afficher en euros les prix de leurs produits quand dans le même temps la fuite de capitaux s'amplifiait. Certains spéculateurs russes ou non-russes ont sans nul doute joué à la baisse la monnaie. La poursuite du mouvement de baisse de la monnaie se traduirait par l'arrêt des échanges commerciaux avec la Russie. Les entreprises ne veulent pas supporter des pertes de changes. Ainsi, Nissan a suspendu temporairement ses exportations vers la Russie.

De la crise ukrainienne à la crise monétaire, la croissance qui atteignait plus de 3 % s'est transformée en récession. En 2015, le PIB pourrait même se contracter de plus de 4 %.

Pour endiguer la chute du rouble, les autorités monétaires ont très classiquement relevé les taux directeurs en les portant à 17 %. De manière moins visible, en ayant recours aux importantes réserves de changes, la Russie a certainement racheté des roubles et ont demandé à des investisseurs russes de rapatrier leurs capitaux. La Russie n'a pas décidé d'appliquer un contrôle des changes qui ne pourrait qu'accentuer la récession en freinant les échanges. Vladimir Poutine tout en accusant les pays occidentaux d'avoir amplifié la crise s'est engagé à la résoudre d'ici deux ans. La remontée probable du pétrole d'ici là devrait donner raison au Président russe. En outre, les grandes banques européennes sont certainement les meilleures alliées des autorités russes. En effet, avec la dépréciation du rouble, leurs filiales pourraient être sous-capitalisées et des provisions pour perte devraient être réalisées compte tenu que leur valeur financière a été divisée par deux. La récession russe aurait des effets non négligeables pour l'Europe et tout particulièrement pour l'Allemagne. Pour ces différentes raisons, il n'est pas étonnant que le Conseil européen se soit monté assez magnanime vis-à-vis de la Russie.

## LE COIN DES TENDANCES

### Avantage au patrimoine financier ?

Malgré la baisse des taux d'intérêt, le patrimoine des ménages progresse grâce aux actifs financiers. Selon l'INSEE, en 2013, le patrimoine des ménages s'est élevé à 10 414 milliards d'euros, soit huit fois leur revenu disponible net. Il a progressé de 1,8 % en 2013 après 1,7 % en 2012.

Le patrimoine des ménages est composé à 69 % d'actifs non financiers dont la valeur a baissé de 0,1% en 2013. L'immobilier représente 64 % de leur patrimoine. La valeur du patrimoine en constructions et terrains n'a augmenté que de 0,1 %. Dans l'ancien, le recul des prix des logements s'est poursuivi.

En revanche, en raison de la bonne tenue de la bourse, les actifs financiers des ménages ont progressé de + 4,8 % après + 5,5 % en 2012. Cette hausse s'explique par la bonne tenue des flux de placements et par la revalorisation des titres détenus.

Les actions et parts de fonds d'investissement ont augmenté de 8,8 % en retrait par rapport à 2012, année durant laquelle la hausse avait été de 16,4 %. Les ménages se sont désengagés des obligations et des placements bancaires au profit des dépôts en comptes courants et de l'assurance-vie dont l'encours a augmenté de 3,8 % après une progression de 3,2 % en 2012.

En analysant les résultats de l'INSEE et en se projetant à quelques années, il est difficile de pouvoir anticiper les évolutions du patrimoine des ménages. Sommes-nous entrés dans un nouveau cycle financier ? Au regard de la politique des taux, nous pourrions y croire mais rien n'en est moins certain.

La précédente rupture était intervenue au début des années 80 avec l'engagement d'un processus d'augmentation des taux et de valorisation des actifs. Les politiques monétaires monétaristes avec une surveillance accrue des masses monétaires initiées aux Etats-Unis se sont diffusées à l'ensemble des pays. Au milieu des années 80, les administrations publiques que ce soit aux Etats-Unis, en Allemagne ou en France, accroissent leurs déficits et donc leurs besoins de financement. A cette fin, elles dérèglent les marchés financiers aidées en cela par l'évolution des techniques. Par ailleurs, en Europe, la réunification, de l'Allemagne a conduit les autorités de ce pays à élever les taux d'intérêt afin de lutter contre l'inflation favorisée par l'échange à parité des ostmark contre les deutschemark. Après des décennies de forte inflation et de faibles gains réels sur les marchés financiers, les cours des actifs financiers et immobiliers se mettent à fortement augmenter avec quelques accidents comme en 1987, 1997, 2000 ou 2008/2009. Depuis la grande récession, le mouvement d'augmentation des actions s'est poursuivi, en particulier dans les pays anglo-saxons, augmentation favorisée par les faibles taux et l'importance des liquidités en circulation. Avec la fin annoncée des politiques monétaires non conventionnelles aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, un rééquilibrage est attendu avec certainement à la clef une moindre progression des actions. La question qui reste en suspens est de savoir si nous entrons dans un long cycle de consolidation

des actifs financiers. Il est fort probable que les taux d'intérêt resteront bas encore un certain temps compte tenu du niveau des dettes publiques. Néanmoins, la réduction des excédents commerciaux des pays émergents, au fur et à mesure où la consommation intérieure deviendra une priorité, devrait réduire les capacités d'épargne. De même, dans les pays les plus concernés par le vieillissement, les pouvoirs publics pourraient être tentés de ponctionner directement ou indirectement le patrimoine des seniors afin de financer les prestations sociales. Les entreprises pourraient avoir du mal à attirer les actionnaires et pourraient être contraintes de mieux les rémunérer. Le durcissement des règles prudentielles applicables aux banques pourrait compliquer le financement de l'économie. Les entreprises devraient, en particulier en Europe, recourir plus aux marchés financiers pour se financer. En revanche, la vente massive de titres par les fonds de pension et les compagnies d'assurance-vie pour faire face à leurs engagements pourrait peser sur les cours financiers.

A court terme, le maintien des faibles taux en Europe est acquis avec à la fin de 2015 et en 2016 la nécessité pour la BCE de gérer en finesse l'éventuel écart de taux avec les Etats-Unis. Une pression à la hausse pour les taux longs pourrait s'exercer compte de leur élévation outre-Atlantique.

### **Noël oblige....**

Les fêtes de fin d'année représentent plus de 60 milliards d'euros sur 1100 euros de dépenses de consommation que les Français réalisent chaque année. Selon le cabinet Deloitte, ces dépenses seraient en diminution de 4,5% par rapport à 2013, à 518 euros en moyenne. Les cadeaux de Noël resteraient stables autour de 350 euros. Pour les professionnels du jouet, la période assure 60% de leur résultat annuel. Il est à noter que le numérique n'a pas tué le livre. Plus d'un quart du chiffre d'affaires annuel du livre jeunesse est lié à Noël selon le cabinet Gfk. Par ailleurs Deloitte souligne que le livre est en tête des cadeaux les plus désirés par les familles

Si les canaux de distribution classiques sont les grands bénéficiaires de la frénésie dépensière de Noël avec 56 milliards d'euros de chiffre d'affaires, leurs parts de marché baissent (-1,1 %) avec la montée en puissance des achats en ligne qui devraient atteindre 11,1 milliards d'euros selon la Fédération de la vente à distance (Fevad). La période de Noël représentant 19,8% du chiffres d'affaires annuel de la vente sur Internet. Selon une étude du site RetailMeNot sur le e-commerce et les ventes de Noël, cette période générerait un peu plus de 140 000 euros d'achats par minute pour le commerce en ligne contre 900 000 euros d'achats dans le commerce traditionnel.

## AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

### Lundi 22 décembre

Au **Japon**, sera publiée l'enquête mensuelle économique de la Banque centrale.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre l'indice de l'Activité nationale de la FED de Chicago pour le mois de novembre. Seront également connus les résultats des ventes des maisons anciennes pour le mois de novembre. Un petit tassement est attendu. 5,25 millions de ventes auraient été enregistrées contre 5,26 millions au mois d'octobre.

En **Europe**, sera rendu public l'indice de confiance des consommateurs européens qui devrait légèrement s'améliorer.

### Mardi 23 décembre

En **Chine**, il sera intéressant de suivre l'indice des indicateurs avancés pour apprécier la réalité du ralentissement économique.

En **Allemagne**, il faudra regarder l'évolution des ventes de détail pour le mois de novembre. Cet indicateur sera également publié en **Italie**. En **France**, seront connues les dépenses de consommation du mois de novembre. Après un recul de 0,9 % en octobre, une très légère progression de 0,3 % est attendue. Seront également publiés les résultats détaillés du PIB pour le troisième trimestre ainsi que la dette au sens de Maastricht pour le troisième trimestre.

Il faudra également regarder les dépenses de consommation pour le mois de novembre aux **Etats-Unis** qui ont dû progresser de 0,1 % contre + 0,2 % au mois d'octobre. Il faudra suivre les commandes de biens durables. Toujours aux Etats-Unis, seront également connues les ventes de maisons neuves pour le mois de novembre. Une légère progression est prévue avec 472 000 ventes contre 458 000 au mois d'octobre.

### Mercredi 24 novembre

En **France** sera connu le nombre de demandeurs d'emploi pour le mois de novembre.

### Jeudi 25 novembre

Au **Japon** il faudra suivre le discours du Gouverneur de la Banque centrale. Seront également rendues publiques les mises en chantier, les commandes de construction ainsi que la dépense totale des ménages pour le mois de novembre. Une baisse de plus de 5 % est attendue pour les dépenses des ménages qui avaient déjà baissé de 4 % en octobre. De son côté, la production industrielle pour le mois de novembre est prévu en baisse à 0,6 %. Sera également connu l'indice des prix pour le mois de novembre pour l'ensemble du Japon et celui du mois de décembre pour Tokyo. Le taux de chômage pour novembre sera également communiqué. Ce taux est attendu en légère hausse à 3,6 %.



La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata et d'O2P Conseil.

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Olivia Penichou, Sarah Le Gouez, Valérien Denis et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : [www.lorelo.fr](http://www.lorelo.fr) / [www.O2P-conseil.com](http://www.O2P-conseil.com)

#### Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 01 45 00 37 37
- Par email : [contact@o2p-conseil.com](mailto:contact@o2p-conseil.com)
- Adresse : LORELLO ECODATA – 44, rue de Fleurus – 75006 Paris

**Abonnement :** [contact@o2p-conseil.com](mailto:contact@o2p-conseil.com)

**Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an :** 52 numéros de la lettre

**Un lecteur :** 750 euros TTC

**De 2 à 10 lecteurs :** 1 300 euros TTC

**Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement**

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

#### Adresse de facturation

Nom -----

Prénom -----

Fonction: -----

Organisme: -----

Adresse: -----

-----

Code Postal -----Ville -----

Pays

Tél.: -----

E-mail:-----

#### Mode de paiement

**Chèque bancaire à l'ordre de :** LORELLO ECODATA

**Virement bancaire**

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC